

Mobilisation des producteurs de lait : tout travail mérite salaire !

La FNPL se mobilisera à partir de 10 juin, à l'appel de la FNSEA et des JA, pour l'avenir des producteurs de lait et des éleveurs salariés qui travaillent, tous les jours de l'année, au service du consommateur.

Tout métier mérite salaire. La souveraineté alimentaire de la France a besoin de producteurs de lait non délocalisables, qui vivent de leur métier, et font vivre nos campagnes dans ce monde ouvert à la concurrence. Ils doivent être rémunérés à la hauteur de leur travail. C'est loin d'être la règle même lorsque tous les indicateurs économiques passent au vert avec des cours du beurre hors de prix, ceux de la poudre qui progressent et un marché français des produits laitiers toujours bien valorisé. **Le prix du lait payé aux producteurs français est à la traîne. La baisse du prix du lait est automatique quand sa hausse est hypothétique. Cela suffit !**

L'ambition européenne du président Macron doit être au service de la France... et des Français. **Les producteurs de lait ne sont pas des citoyens de seconde zone, exclus, comme les salariés qui travaillent dans les fermes laitières, d'un modèle social français mis à mal par une absence de convergence européenne.** Laissez les inégalités se creuser entre pays européens n'est pas sans conséquences sur la difficulté de défendre une future PAC -première politique commune de l'Union Européenne (UE) - qui rassemble plutôt que diviser en acceptant le principe de sa renationalisation !

Les accords commerciaux entre l'UE et le reste du monde doivent être au service de l'Europe... et des Européens. **L'ambition de l'Europe de compter parmi les grandes puissances économiques du monde ne doit pas se faire à n'importe quel prix. Déshabiller le secteur agricole français de ses forces vives n'est pas une stratégie cohérente pour peser à l'OMC et dans les négociations bilatérales futures.** Si on comprend l'intérêt pour l'Océanie de s'ouvrir aux 500 millions de consommateurs européens, quel est l'intérêt pour l'Europe de commercer avec 28 millions d'Océaniens !

Ne bradons pas notre terroir, notre alimentation et notre savoir-faire ! La FNPL refuse ce troc injuste et inéquitable.

C'était, il y a 10 mois, tout l'objet des EGA et doit rester aujourd'hui l'enjeu du projet de loi « alimentation » qui sera en discussion à partir du 26 juin au Sénat. **Cette loi devra agir de manière complémentaire au plan de filière laitière pour permettre à celles et ceux qui font le lait de vivre enfin de leur travail ! C'est une promesse de campagne du candidat Macron. Si les promesses engagent ceux qui les écoutent, la FNPL veut faire comprendre, par cette mobilisation, qu'elles engagent aussi ceux qui les font !**

Contact – Sophie Baudin : 06 08 84 00 55

